

Christophe GALLIAERDE



Géomètre-Expert DPLG
S.A.R.L. Christophe GALLIAERDE
14, route d'Hazebrouck
59660 MERVILLE
Tél. : 03 28 40 59 98

BIEN VISITÉ : Rue du Bois des Religieuses - 59114 STEENVOORDE / 59270 GODEWAERSVELDE

PROPRIÉTAIRE : [REDACTED]

Ref Dossier : D150020-1416

Compagnie d'assurance : Société Suisse
N° de police : 011038221

Siret : 49302908600029

Code NAF : 7112A

N° TVA : FR36 493 029 086

N° RCS : 493029086

**RAPPORT DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
DES LISTES A et B CONTENANT DE L'AMIANTE
ETABLI A L'OCCASION DE LA VENTE D'UN IMMEUBLE BATI**

Décret n°2011-629 du 3 juin 2011

Identification du bien

Adresse complète du bien : Rue du Bois des Religieuses - 59114 STEENVOORDE / 59270 GODEWAERSVELDE

Désignation cadastrale :
Section ZY, n°12-81-104-133-135 (STEENVOORDE)
Section ZI, n°132-134-136 (GODEWAERSVELDE)

Type de bâtiment : Hutte

Conclusion du diagnostic

**DANS LE CADRE DE LA MISSION DE REPERAGE DECRIT EN TETE DE RAPPORT, IL
A ETE REPERE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE**

Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante			
MATÉRIAU OU PRODUIT	LOCALISATION PRÉCISE	ÉTAT DE CONSERVATION (2)	MESURES PRECONISEES PAR L'OPERATEUR
MCA1 : Plaques ondulées fibre amiante ciment	En élément de couverture de l'entrée de la Hutte (voir photo 1)	EP	Voir consignes générales de sécurité Évaluation périodique de l'état de conservation

(2) Matériaux liste B : l'état de conservation est défini selon arrêté du 12 décembre 2012

Voir conclusions détaillées

Cachet de l'opérateur



Date de visite et d'établissement du rapport

Visite effectuée : le : 29 octobre 2015 par
Christophe GALLIAERDE
Rapport édité : le 30 octobre 2015 à MERVILLE

Rapport de repérage des Matériaux et Produits des Listes A et B Contenant de l'Amiante Etabli à l'occasion de la vente d'un Immeuble Bâti

Identification de l'opérateur de diagnostic


Nom : Christophe GALLIAERDE

Raison Sociale et adresse : SARL CHRISTOPHE GALLIAERDE – 14, route d'Hazebrouck - MERVILLE
N° SIRET 49302908600011 - N° TVA : FR493029086 - Code NAF : 7112A

Compagnie d'assurance : Swiss Life - Numéro de police : 011038221 - Valide jusqu'au : 31/12/2015

Certification de compétence : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par SQI . Le N° du certificat est DTI 0710-219 délivré le 19/10/2012 et expirant le 18/10/2017.

Identification du propriétaire et du donneur d'ordre

Nom et Adresse du propriétaire :  24, Clos des Alouettes - 7711 DOTTIGNIES (BELGIQUE)

Donneur d'ordre : Me WAESELYNCK – Huissier de Justice
13/15 Boulevard Abbé Lemire - 59190 HAZEBROUCK

Personne présente lors de la visite : Me WAESELYNCK et M. LAMOITTE

Laboratoire d'analyse

ITGA – Parc Edonia – Rue de la Terre Adelle – Bât R – CS 66862 – 35768 SAINT GREGOIRE Cedex

SOMMAIRE

OBJET DU RAPPORT	3
METHODOLOGIE.....	3
DESCRIPTION DU BIEN DIAGNOSTIQUE	6
OBSERVATIONS	6
CONCLUSIONS DETAILLEES DU RAPPORT	7
OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES APRÈS REPÉRAGE DE MATÉRIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE (MCA)	8
CROQUIS DES LIEUX.....	9
PHOTOS	10
TEXTE D'INFORMATION	11
OBLIGATION D'INFORMATION	11
RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE	11
CRITERES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DEGRADATION LIES A LEUR ENVIRONNEMENT (MATERIAUX DE LA LISTE B)	14

Rapport de repérage des Matériaux et Produits des Listes A et B Contenant de l'Amiante Etabli à l'occasion de la vente d'un Immeuble Bâti

Objet du rapport

Cette mission a pour objet le repérage de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans le cadre de la vente du bien immobilier désigné ci-dessous. Elle est réalisée en application des articles R.1334-13 à R.1334-15 du Code de la Santé Publique, s'appliquant aux immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1 juillet 1997.

Elle est réalisée conformément au décret n°2011-629 du 3 juin 2011, relatif la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Ce rapport ne concerne que les parties de l'immeuble désignées par le donneur d'ordre, visibles et accessibles lors de l'intervention, sans travaux destructifs à l'exclusion des prélèvements de matériaux.

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité. Il **ne peut s'appliquer** en cas de **démolition ou de travaux** d'entretien ou de maintenance, ni même se substituer au dossier technique.

Méthodologie

L'attention du propriétaire est attirée sur le fait que la recherche des matériaux et produits contenant de l'amiante s'applique aux seuls matériaux et produits des composants de la construction directement visibles et accessibles sans investigation destructive (cf annexe 13-9 de la première partie réglementaire du Code de la Santé Publique reprise ci-dessous). Le programme de repérage est par conséquent le suivant :

ANNEXE 13-9 PROGRAMMES DE REPÉRAGE DE L'AMIANTE MENTIONNÉS AUX ARTICLES R. 1334-20, R. 1334-21 ET R. 1334-22

Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiant-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiant-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Clapets/ volets coupe-feu. Portes coupe-feu. Vide-ordures.	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
4. Eléments extérieurs	
Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiant-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

Les résultats de la présente mission ne peuvent être utilisés comme un repérage préalable à la réalisation de travaux.

Rapport de repérage des Matériaux et Produits des Listes A et B Contenant de l'Amiante Etabli à l'occasion de la vente d'un Immeuble Bâti

Méthodologie du repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante :

Matériaux de la liste A

Lors de la première phase, l'opérateur de repérage recherche les matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique accessibles sans travaux destructifs.

A cette fin, il examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti. Il détermine les zones présentant des similitudes d'ouvrage et les zones homogènes. Les zones présentant des similitudes d'ouvrage permettent d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements pour analyse mentionnés à l'article 4.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels qui doivent être justifiés par l'opérateur, certaines parties de l'immeuble bâti ne sont pas accessibles, l'opérateur de repérage le précise et en mentionne les motifs.

Il émet les réserves correspondantes par écrit au propriétaire et lui préconise les investigations complémentaires qui devront être réalisées.

Lors de la deuxième phase, en prenant en compte les zones présentant des similitudes d'ouvrage, l'opérateur de repérage identifie et localise parmi les matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique ceux qui contiennent de l'amiante.

A cette fin, il conclut quant à la présence d'amiante dans ces matériaux et produits, pour chacun des matériaux et produits repérés à l'issue de la première phase, en fonction des informations et des moyens dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés.

En cas de doute, il détermine les matériaux et produits dont il convient de prélever et d'analyser un ou des échantillons pour pouvoir conclure quant à la présence d'amiante.

Conformément aux dispositions de l'article R. 1334-24 du code de la santé publique, les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité. Les prélèvements sont effectués sur toute l'épaisseur du matériau. L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés. Il transmet au laboratoire d'analyse une fiche d'accompagnement, comportant au moins les informations énumérées en annexe IV. A réception des résultats d'analyse, l'opérateur de repérage veille à la cohérence des résultats.

L'opérateur conclut définitivement à l'absence ou à la présence d'amiante pour chaque matériau ou produit repéré. Dans sa conclusion, l'opérateur de repérage précise le critère (marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou à l'absence d'amiante.

Lors de la troisième phase, l'opérateur de repérage évalue par zone homogène l'état de conservation de chaque matériau ou produit contenant de l'amiante.

Cet état de conservation est caractérisé par un score 1, 2 ou 3, en application de la grille d'évaluation définie :

- pour les flocages : en annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;
- pour les calorifugeages : en annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;
- pour les faux plafonds : en annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Matériaux de la liste B

Lors de la première phase, l'opérateur de repérage recherche les matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique accessibles sans travaux destructifs.

A cette fin, il examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti qui constituent le bâtiment et détermine les zones présentant des similitudes d'ouvrage et les zones homogènes. Les zones présentant des similitudes d'ouvrage permettent d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements pour analyse mentionné à l'article 4.

Lorsque, dans certains cas très exceptionnels qui doivent être justifiés par l'opérateur, certaines parties de l'immeuble bâti ne sont pas accessibles, l'opérateur de repérage le précise et en mentionne les motifs. Il émet les réserves correspondantes par écrit au propriétaire et lui préconise les investigations complémentaires qui devront être réalisées.

Lors de la deuxième phase, en prenant en compte les zones présentant des similitudes d'ouvrage, l'opérateur de repérage identifie et localise parmi les matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique ceux qui contiennent de l'amiante.

A cette fin, il conclut quant à la présence d'amiante dans ces matériaux et produits, pour chacun des matériaux et produits repérés à l'issue de la première phase, en fonction des informations et des moyens dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés.

En cas de doute, il détermine les matériaux et produits dont il convient de prélever et d'analyser un ou des échantillons pour pouvoir conclure quant à la présence d'amiante.

Conformément aux dispositions de l'article R. 1334-24 du code de la santé publique, les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité. L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés. Il transmet au laboratoire d'analyse une fiche d'accompagnement comportant au moins les informations énumérées en annexe II. A réception des résultats d'analyse, l'opérateur de repérage veille à la cohérence des résultats.

L'opérateur conclut définitivement à l'absence ou à la présence d'amiante pour chaque matériau ou produit repéré. Dans sa conclusion, l'opérateur de repérage précise le critère (marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou l'absence d'amiante. Pour chacun des matériaux et produits repérés, en fonction de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence d'amiante.

Dans ce cas, il précise dans sa conclusion que le critère qui lui a permis de conclure est son jugement personnel.

Rapport de repérage des Matériaux et Produits des Listes A et B Contenant de l'Amiante Etabli à l'occasion de la vente d'un Immeuble Bâti

Lors de la troisième phase, l'opérateur de repérage évalue par zone homogène et pour chaque matériau ou produit contenant de l'amiante :

- son état de conservation au moment du repérage ;
 - le risque de dégradation lié à son environnement, dans les conditions actuelles d'utilisation des locaux de la zone homogène.
- Pour réaliser son évaluation, l'opérateur de repérage s'appuie sur les critères et la grille d'évaluation définis en annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.
- Sur la base de l'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation des produits et matériaux contenant de l'amiante, l'opérateur de repérage émet des recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes.

Ces recommandations consistent en :

1. Soit une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette évaluation périodique consiste à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

2. Soit une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. A cette recommandation est associée, le cas échéant, un rappel de l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

3. Soit une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante.
Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

L'opérateur de repérage peut apporter des compléments et précisions à ces recommandations en fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation.

Plans/croquis :

Sont précisées sur le plan ou croquis les informations suivantes :

- La localisation des éventuels sondages complémentaires à l'inspection visuelle ;
- La localisation des prélèvements ;
- La localisation des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Rapport de repérage des Matériaux et Produits des Listes A et B Contenant de l'Amiante Etabli à l'occasion de la vente d'un Immeuble Bâti

Description du bien diagnostiqué

LISTE ET DESCRIPTION DES LOCAUX VISITES (*)						
Parties d'immeubles bâtis visitées		Eléments examinés - partie du composant à sonder ou à vérifier				
niveau	Pièces	Sol planchers	Murs Cloisons	Plafonds	Faux plafonds	Conduits gaines calorifuges
Sous sol	SAS	carrelage	lambris pvc	lambris bois	--	--
	WC	carrelage	parpaing peint	bois	--	conduit pvc
	Dégagement	carrelage	faïence ; lambris pvc	lambris pvc	--	--
	Cuisine	carrelage	lambris bois ; toile de verre peinte sur carreaux de plâtre	lambris bois	--	--
	Salle de Tir 1	carrelage	toile de verre peinte sur carreaux de plâtre ; parpaing ; bois	lambris bois	--	--
	Salle de Tir 2	carrelage	parpaing ; lambris bois	lambris bois	--	--
	Chambre	carrelage	parpaing ; lambris bois	lambris bois	--	--

Pièces non visitées	
Pièces ou parties d'immeuble	Raison de l'absence de visite
---	---

CONSEQUENCES ENCOURUES PAR LE PROPRIETAIRE SUR LES ZONES EXCLUES

Nous vous rappelons que sur ces zones, les obligations réglementaires prévues aux articles R. 1334-15 à R. 1334-18 du code de la santé publique de ce dernier ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2012.

(*) La description des matériaux composant les pièces est effectuée sans méthode destructive ni démontage, selon inspection visuelle. Elle n'est ici détaillée que dans le but de distinguer les matériaux composant chaque pièce et d'établir un état des lieux à un instant donné. Hormis la distinction des matériaux contenant de l'amiante, ce descriptif ne peut en aucun cas être contractuel sur la dénomination des différents matériaux.

Observations

Documents présentés lors de la visite:	Aucun
Immeuble occupé par :	

Rapport de repérage des Matériaux et Produits des Listes A et B Contenant de l'Amiante Etabli à l'occasion de la vente d'un Immeuble Bâti

Conclusions détaillées du rapport

Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante sur décision de l'opérateur			
Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante			
MATÉRIAU OU PRODUIT	LOCALISATION PRÉCISE	ÉTAT DE CONSERVATION (1)	MESURES OBLIGATOIRES ASSOCIÉES
--	--	--	--

(1) Matériaux liste A : l'état de conservation est défini selon arrêté du 12 décembre 2012

Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante			
MATÉRIAU OU PRODUIT	LOCALISATION PRÉCISE	ÉTAT DE CONSERVATION (2)	MESURES PRECONISÉES PAR L'OPÉRATEUR
MCA1 : Plaques ondulées fibre amiante ciment	En élément de couverture de l'entrée de la Hutte (voir photo 1)	EP	Voir consignes générales de sécurité Évaluation périodique de l'état de conservation

(2) Matériaux liste B : l'état de conservation est défini selon arrêté du 12 décembre 2012

Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante après analyse			
Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante			
MATÉRIAU OU PRODUIT	LOCALISATION PRÉCISE	ÉTAT DE CONSERVATION (1)	MESURES OBLIGATOIRES ASSOCIÉES
--	--	--	--

(1) Matériaux liste A : l'état de conservation est défini selon arrêté du 12 décembre 2012

Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante			
MATÉRIAU OU PRODUIT	LOCALISATION PRÉCISE	ÉTAT DE CONSERVATION (2)	MESURES PRECONISÉES PAR L'OPÉRATEUR
--	--	--	--

(2) Matériaux liste B : l'état de conservation est défini selon arrêté du 12 décembre 2012

Identification des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse		
MATÉRIAU OU PRODUIT	LISTE A / B	LOCALISATION PRÉCISE
--	--	--

Identification des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif			
MATÉRIAU OU PRODUIT	LISTE A / B	JUSTIFICATIF	LOCALISATION PRÉCISE
--	--	--	--

Identification des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante sur décision de l'opérateur		
MATÉRIAU OU PRODUIT	LISTE A / B	LOCALISATION PRÉCISE
Conduit pvc	B	WC

Identification des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante			
MATÉRIAU OU PRODUIT	LISTE A / B	JUSTIFICATIF DE NON-PRELEVEMENT	LOCALISATION PRÉCISE
--	--	--	--

Rapport de repérage des Matériaux et Produits des Listes A et B Contenant de l'Amiante Etabli à l'occasion de la vente d'un Immeuble Bâti

OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES APRÈS REPÉRAGE DE MATÉRIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE (MCA)

OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES APRÈS REPÉRAGE DE MCA LISTE B

Voir grille(s) de l'état de conservation et du risque de dégradation lie à son environnement des matériaux de la liste B (voir pièces jointes en annexe)

MCA LISTE B NOTE EP :

Ont été classées au sens de la réglementation en MCA Liste B Note EP comme indiqué dans la grille d'évaluation de leur état de conservation les zones «homogènes» suivantes :

MCA1 : Plaques ondulées fibre amiante ciment en élément de couverture de l'entrée de la Hutte (RGS + Evaluation périodique de l'état de conservation)

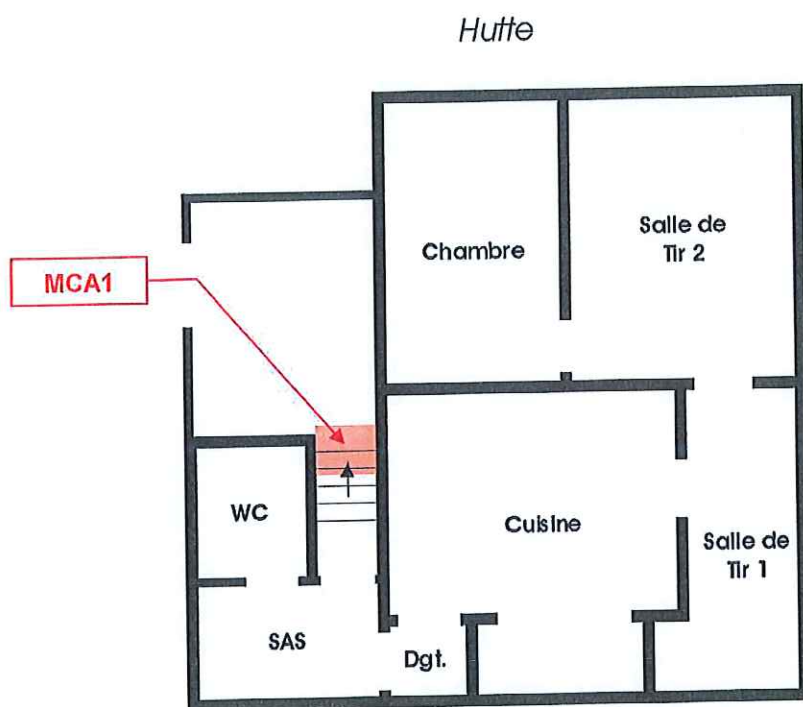
Au regard de la notation EP obtenue dans la grille d'évaluation nous vous conseillons de :

- 1) lire et appliquer les prérogatives, recommandations et conseils stipulés dans les RGS (Recommandations générales de sécurité) ci-jointes en annexe.
- 2) faire réaliser une EVALUATION PERIODIQUE DE L'ETAT DE CONSERVATION des zones contenant de l'amiante décrites ci-dessus. Cette évaluation périodique consiste à :
 - a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
 - b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

Rapport de repérage des Matériaux et Produits des Listes A et B Contenant de l'Amiante Etabli à l'occasion de la vente d'un Immeuble Bâti (Annexes)

Croquis des lieux

*Ce schéma non coté et non contractuel a pour unique utilité d'aider à la compréhension du rapport.
Il n'y a aucune indication structurelle des bâtiments visités.



**Rapport de repérage des Matériaux et Produits
des Listes A et B Contenant de l'Amiante
Etabli à l'occasion de la vente d'un Immeuble Bâti (Annexes)**

Photos



Photo 1 (entrée)

Rapport de repérage des Matériaux et Produits des Listes A et B Contenant de l'Amiante Etabli à l'occasion de la vente d'un Immeuble Bâti (Annexes)

Texte d'information

ÉLÉMENTS D'INFORMATION À FAIRE FIGURER DANS LE RAPPORT CONSTITUANT L'ÉTAT MENTIONNÉ AUX 1° ET 2° A DE L'ARTICLE R. 1334-29-7

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données déchets gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Obligation d'information

Le propriétaire a obligation d'avertir toute personne pouvant intervenir sur, ou à proximité, des matériaux et produits contenant de l'amiante, ou de ceux les recouvrant ou les protégeant. Le présent rapport, qui suit un repérage sans travaux destructifs et limité aux matériaux de la liste B, peut contribuer à cette information, sans toutefois constituer une information suffisante au titre des obligations faites aux donneurs d'ordres par le Code du Travail (art R4412-97).

Recommandations générales de sécurité

Préambule : Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

1- Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction ...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protections renforcées ne sont pas prises.

Rapport de repérage des Matériaux et Produits des Listes A et B Contenant de l'Amiante Etabli à l'occasion de la vente d'un Immeuble Bâti (Annexes)

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

2- Information des professionnels

Professionnels ; attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelles (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM), et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3- Consignes générales de sécurité

A- Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.

Lors d'intervention sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- Manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- Travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- Travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- Déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé

Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B – Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Rapport de repérage des Matériaux et Produits des Listes A et B Contenant de l'Amiante Etabli à l'occasion de la vente d'un Immeuble Bâti (Annexes)

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Elimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installation de stockage pour déchets ménagers et assimilés, soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861-01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Elimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels, (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

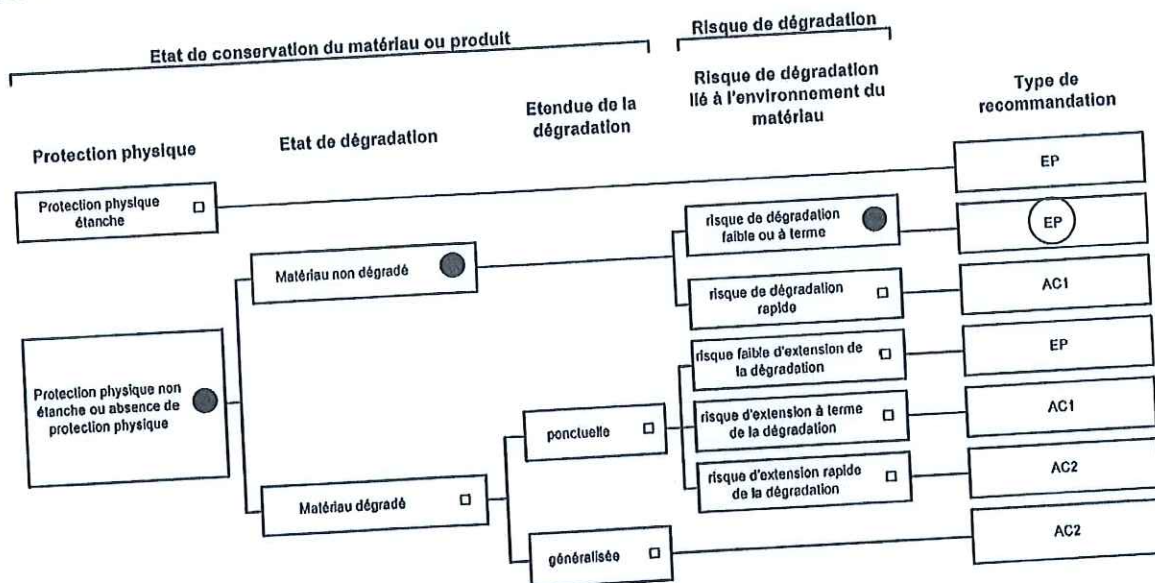
Rapport de repérage des Matériaux et Produits des Listes A et B Contenant de l'Amiante Etabli à l'occasion de la vente d'un Immeuble Bâti (Annexes)

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et du risque de dégradation liés à leur environnement (Matériaux de la Liste B)

MATERIAU OU PRODUIT : MCA1 : Plaques ondulées
fibre amiante ciment

LOCALISATION : Entrée

Remarque : l'évaluation de l'état de conservation des matériaux de couverture ne concerne en aucun cas la qualité de l'étanchéité de celle-ci.



Légende des types de recommandations définis à l'article 5 de l'arrêté du 12 décembre 2012 :
 EP : Evaluation périodique ; AC1 : Action corrective de premier niveau ; AC2 : action corrective de second niveau

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :
 — les agressions physiques intrinsèques au local ou zone (ventilation, humidité, etc.), selon que le risque est probable ou avéré,
 — la sollicitation des matériaux et produits liée à l'usage des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.
 Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, un défaut d'entretien des équipements, etc.

Christophe GALLIAERDE



Géomètre-Expert DPLG
S.A.R.L. Christophe GALLIAERDE
14, route d'Hazebrouck
59660 MERVILLE
Tél. : 03 28 40 59 98

BIEN VISITÉ : Rue du Bois des Religieuses - 59114 STEENVOORDE / 59270 GODEWAERSVELDE

PROPRIÉTAIRE [REDACTED]

Ref. Dossier : D150020-1416

Compagnie d'assurance : Société Suisse
N° de police : 011038221

Siret : 49302908600011

Code NAF : 7112A

N° TVA : FR36 493 029 086

N° RCS : 493029086

Certificat de mesurage

Objet

La présente mission consiste à établir la superficie de la surface privative d'un bien n'entrant pas dans le périmètre des obligations réglementaires de mesurage (Loi Carrez relative aux copropriétés).

La méthodologie de calcul employée est cependant celle définie par la Loi Carrez et son décret d'application :

Décret n° 97-532 du 23 mai 1997 portant définition de la superficie privative d'un lot de copropriété :

Art 4-1- La superficie de la partie privative d'un lot ou d'une fraction de lot est la superficie des planchers des locaux clos et couverts après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres.

Il n'est pas tenu compte des planchers des parties des locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 m.

Art 4-2- Les lots ou fractions de lots d'une superficie inférieure à 8 m² ne sont pas pris en compte pour le calcul de la superficie mentionnée en 4-1.

Désignation du donneur d'ordre

Nom : Me WAESELYNCK - Huissier de Justice

Adresse : 13/15 Boulevard Abbé Lemire - 59190 HAZEBROUCK

Immeuble bâti visité

Adresse du bien

Adresse complète : Rue du Bois des Religieuses - 59114 STEENVOORDE / 59270 GODEWAERSVELDE

Désignation Cadastre : Section ZY, n°12-81-104-133-135 (STEENVOORDE)
Section ZI, n°132-134-136 (GODEWAERSVELDE)

Désignation du propriétaire

Nom : [REDACTED]

Adresse : 24, Clos des Alouettes - 7711 DOTTIGNIES (BELGIQUE)

Certificat de mesurage « Surface bâtie »

Identification de la liste des pièces bâties

Niveau	Nom de la pièce	Surfaces Habitable (m ²)	Surfaces non prises en compte (m ²)	Justification
Sous sol	SAS	3.73	0.00	
	WC	2.41	0.00	
	Dégagement	1.08	0.00	
	Cuisine	12.51	0.00	
	Salle de Tir 1	6.23	0.00	
	Salle de Tir 2	10.52	0.00	
	Chambre	8.39	0.00	
	Total :	44.87	0.00	

En conséquence, après relevé du 29 octobre 2015, nous certifions que la surface bâtie est de 44.87 m².

Cachet de l'opérateur



Date de visite et d'établissement de l'état

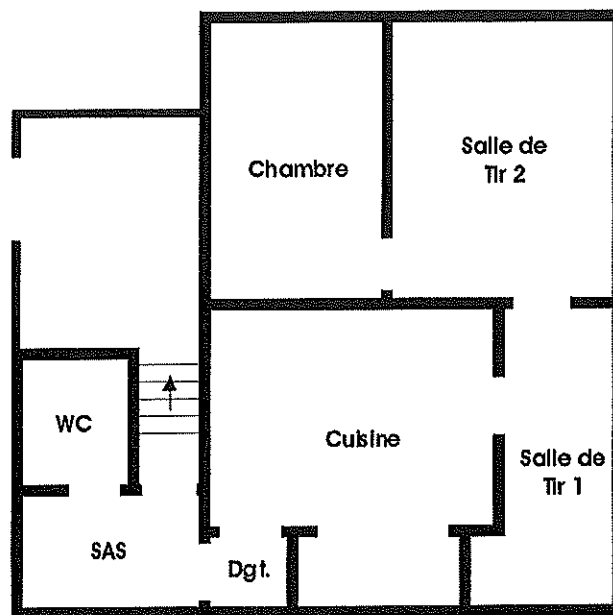
Visite effectuée le: 29 octobre 2015

Rapport édité le: 30 octobre 2015

à : MERVILLE

Schéma des lieux visités
Croquis non contractuel et sans échelle.

Hutte



Etat des risques naturels, miniers et technologiques

en application des articles L 125 - 5 et R 125 - 26 du Code de l'environnement

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble, est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral n° du 24/07/2015 mis à jour le

informations relatives au bien immobilier (bâti ou non bâti)

2. Adresse

Rue du Bois des Religieuses

code postal 59270
ou code Insee

commune

GODEWAERSVELDE

3. Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels [PPR n]

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR naturels prescrit ¹ oui non
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR naturels appliqué par anticipation ¹ oui non
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR naturels approuvé ¹ oui X non

¹ si oui, les risques naturels pris en compte sont liés à :

inondation X	crue torrentielle	mouvements de terrain	avalanches
sécheresse	cyclone	remontée de nappe	feux de forêt
séisme	volcan	autres	

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

La commune ne dispose pas de cartographie relative aux risques naturels et technologiques majeurs

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR naturels ² oui X non
² si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR naturels ont été réalisés oui non

4. Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers [PPR m]

en application de l'article L 174-5 du nouveau code minier.

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers prescrit ³ oui non X
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers appliqué par anticipation ³ oui non X
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers approuvé ³ oui non X

³ si oui, les risques miniers pris en compte sont liés à :

mouvements de terrain autres

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPR miniers ⁴ oui non X
⁴ si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR miniers ont été réalisés oui non X

5. Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR technologiques prescrit et non encore approuvé ⁵ oui non X
⁵ si oui, les risques technologiques pris en compte dans l'arrêté de prescription sont liés à :

effet toxique effet thermique effet de surpression

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR technologiques approuvé oui non X
extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPR technologiques ⁶ oui non X
⁶ si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR technologiques ont été réalisés oui non X

6. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et D 563-8-1 du Code de l'environnement

- > L'immeuble est situé dans une commune de sismicité zone 5 zone 4 zone 3 zone 2 X zone 1
forte moyenne modérée faible très faible

7. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle, minière ou technologique

en application de l'article L 125-5 (IV) du Code de l'environnement

- > L'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente oui non

vendeur/bailleur – acquéreur/locataire

8. Vendeur - Bailleur

rayez la mention inutile

Nom

Prénom

9. Acquéreur - Locataire

10. Lieu / Date

à

MERVILLE

le

30 octobre 2015

Attention !

S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Article 125-5 (V) du Code de l'environnement

En cas de non respect des obligations d'information du vendeur ou du bailleur, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix de vente ou de la location.



PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires
et de la mer du Nord

Service Sécurité
Risques et Crises.

Arrêté relatif à l'état des risques naturels, technologiques et miniers de biens immobiliers situés sur la commune de Godewaersvelde

Le Directeur départemental des territoires et de la mer du Nord

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27, L.515-15 à L.515-26 et R.515-39 à R.515-50, L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.561-10, L.563-1 et R.563-1 à R.563-8-1 ;

Vu le code nouveau minier et notamment son article L.174-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 fixant la liste des communes du département du Nord concernées par l'obligation d'information sur les risques naturels, technologiques et miniers modifiant l'arrêté préfectoral du 15 février 2006 modifié par les arrêtés des 4 décembre 2007, 13 octobre 2008 et 19 avril 2011 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 avril 2011 relatif à l'état des risques naturels et technologiques sur la commune de **Godewaersvelde** ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2013 modifiant l'arrêté du 13 octobre 2005 portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 mai 2015 accordant délégation de signature à M. Philippe LALART, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer Nord ;

Sur proposition du Chef du service sécurité risques et crises.

ARRÊTE

Article 1^{er} – Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information des acquéreurs et des locataires des biens immobiliers situés sur la commune de **Godewaersvelde** sont consignés dans le dossier d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la mention des risques naturels, technologiques et miniers pris en compte,
- la cartographie des zones exposées
- l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer
- le niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune.

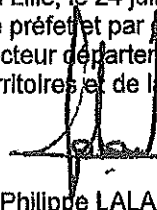
Ce dossier et les documents de référence sont librement consultables en mairie de **Godewaersvelde**, préfecture et sous-préfecture de Dunkerque et sur le site des services de l'Etat à l'adresse suivante : www.nord.gouv.fr.

Article 2- L'arrêté du 21 avril 2011 relatif à l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers situés sur la commune de **Godewaersvelde** est abrogé.

Article 3- Une copie du présent arrêté et de son annexe est adressée en mairie de **Godewaersvelde** et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie de **Godewaersvelde**.

Article 4- Le Directeur de cabinet de la préfecture du Nord, Le Maire de la Commune de **Godewaersvelde**, le Sous-préfet de Dunkerque, le Chef du service sécurité, risques et crises de la Direction départementale des territoires et de la mer du Nord, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le 24 juillet 2015
Pour le préfet et par délégation
Le Directeur départemental des
territoires et de la mer



Philippe LALART



Préfecture du Nord

DCI/IAL 2013

code postal : 59270

Commune de GODEWAERSVELDE

code Insee : 59262

Fiche communale d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques

pour l'application des I, II de l'article L 125-5 du Code de l'environnement

1. Fiche communale annexée à l'arrêté préfectoral

n°

du

24 juillet 2015

mis à jour le

servitudes

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques [PPR]

2.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR naturels ☒ miniers technologiques non

PPRI de l'Yser

Approuvé le 28/12/2007

Modification n° 1 sur la commune
de Oxelaëre

Approuvée le 11/02/2014

Débordement de cours d'eau

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

Note de présentation

consultable sur Internet * ☒

Règlement

consultable sur Internet * ☒

Documents graphiques : zonage réglementaire du PPRI

consultable sur Internet * ☒

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

oui ☒ non

2.2 La commune est située dans le périmètre d'un PPR naturels miniers technologiques non

date

aléa

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

consultable sur Internet * _____

consultable sur Internet * _____

consultable sur Internet * _____

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

oui non

2.3 La commune est située dans le périmètre d'un PPR naturels miniers technologiques non

date

aléa

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

consultable sur Internet * _____

consultable sur Internet * _____

consultable sur Internet * _____

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

oui non

2.4 La commune est située dans le périmètre d'un PPR naturels miniers technologiques non

date

aléa

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

consultable sur Internet * _____

consultable sur Internet * _____

consultable sur Internet * _____

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

oui non

Etat des risques naturels, miniers et technologiques

en application des articles L 125 - 5 et R 125 - 26 du Code de l'environnement

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble, est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n°

du 24/07/2015

mis à jour le

informations relatives au bien immobilier (bâti ou non bâti)

2. Adresse

Rue du Bois des Religieuses

code postal 59114
ou code Insee

commune

STEENVOORDE

3. Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels [PPR n]

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR naturels prescrit ¹ oui non
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR naturels appliqué par anticipation ¹ oui non
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR naturels approuvé ¹ oui X non

¹ si oui, les risques naturels pris en compte sont liés à :

inondation X	crue torrentielle	mouvements de terrain	avalanches
sécheresse	cyclone	remontée de nappe	feux de forêt
séisme	volcan	autres	

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

La commune ne dispose pas de cartographie relative aux risques naturels et technologiques majeurs

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR naturels ² oui X non
² si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR naturels ont été réalisés oui non

4. Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers [PPR m]

en application de l'article L 174-5 du nouveau code minier.

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers prescrit ³ oui non X
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers appliqué par anticipation ³ oui non X
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers approuvé ³ oui non X

³ si oui, les risques miniers pris en compte sont liés à :

mouvements de terrain autres

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPR miniers ⁴ oui non X
⁴ si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR miniers ont été réalisés oui non X

5. Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR technologiques prescrit et non encore approuvé ⁵ oui non X
⁵ si oui, les risques technologiques pris en compte dans l'arrêté de prescription sont liés à :

effet toxique effet thermique effet de surpression

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR technologiques approuvé oui non X
extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPR technologiques ⁶ oui non X
⁶ si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR technologiques ont été réalisés oui non X

6. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et D 563-8-1 du Code de l'environnement

- > L'immeuble est situé dans une commune de sismicité zone 5 zone 4 zone 3 zone 2 X zone 1
forte moyenne modérée faible très faible

7. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle, minière ou technologique

en application de l'article L 125-5 (IV) du Code de l'environnement

- > L'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente oui non

vendeur/bailleur – acquéreur/locataire

8. Vendeur - Bailleur

rayez la mention inutile

Nom

Prénom

9. Acquéreur - Locataire

10. Lieu / Date

à

MERVILLE

le

30 octobre 2015

Attention !

S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Article 125-5 (V) du Code de l'environnement

En cas de non respect des obligations d'information du vendeur ou du bailleur, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix de vente ou de la location.



PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires
et de la mer du Nord

Service Sécurité
Risques et Crises.

Arrêté relatif à l'état des risques naturels, technologiques et miniers de biens immobiliers situés sur la commune de Steenvoorde

Le Directeur départemental des territoires et de la mer du Nord

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27, L.515-15 à L.515-26 et R.515-39 à R.515-50, L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.561-10, L.563-1 et R.563-1 à R.563-8-1 ;

Vu le code nouveau minier et notamment son article L.174-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 fixant la liste des communes du département du Nord concernées par l'obligation d'information sur les risques naturels, technologiques et miniers modifiant l'arrêté préfectoral du 15 février 2006 modifié par les arrêtés des 4 décembre 2007, 13 octobre 2008 et 19 avril 2011 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 avril 2011 relatif à l'état des risques naturels et technologiques sur la commune de **Steenvoorde** ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2013 modifiant l'arrêté du 13 octobre 2005 portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 mai 2015 accordant délégation de signature à M. Philippe LALART, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer Nord ;

Sur proposition du Chef du service sécurité risques et crises.

ARRÊTE

Article 1^{er} – Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information des acquéreurs et des locataires des biens immobiliers situés sur la commune de **Steenvoorde** sont consignés dans le dossier d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la mention des risques naturels, technologiques et miniers pris en compte,
- la cartographie des zones exposées
- l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer
- le niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune.

Ce dossier et les documents de référence sont librement consultables en mairie de **Steenvoorde**, préfecture et sous-préfecture de Dunkerque et sur le site des services de l'Etat à l'adresse suivante : www.nord.gouv.fr.

Article 2- L'arrêté du 21 avril 2011 relatif à l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers situés sur la commune de **Steenvoorde** est abrogé.

Article 3- Une copie du présent arrêté et de son annexe est adressée en mairie de **Steenvoorde** et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie de **Steenvoorde**.

Article 4- Le Directeur de cabinet de la préfecture du Nord, Le Maire de la Commune de **Steenvoorde**, le Sous-préfet de Dunkerque, le Chef du service sécurité, risques et crises de la Direction départementale des territoires et de la mer du Nord, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le 24 juillet 2015
Pour le préfet par délégation
Le Directeur départemental des
territoires et de la mer



Philippe LALART



Préfecture du Nord

DCI/IAL 2013

code postal : 59114

Commune de STEENVOORDE

code Insee : 59580

Fiche communale d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques

pour l'application des I, II de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement

I. Fiche communale annexée à l'arrêté préfectoral

n°

du

24 juillet 2015

mis à jour le

servitudes

1. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques [PPR]

1.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR naturels ☒ miniers technologiques non

PPRI de l'Yser

Approuvé le 28/12/2007

Débordement de cours d'eau

Modification n° 1 sur la commune
de Oxelaëre

Approuvée le 11/02/2014

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

Note de présentation

consultable sur Internet * ☒

Règlement

consultable sur Internet * ☒

Documents graphiques : zonage réglementaire du PPRI

consultable sur Internet * ☒

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

oui ☒ non

1.2 La commune est située dans le périmètre d'un PPR naturels miniers technologiques non

date

aléa

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

consultable sur Internet * _____

consultable sur Internet * _____

consultable sur Internet * _____

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

oui non

1.3 La commune est située dans le périmètre d'un PPR naturels miniers technologiques non

date

aléa

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

consultable sur Internet * _____

consultable sur Internet * _____

consultable sur Internet * _____

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

oui non

1.4 La commune est située dans le périmètre d'un PPR naturels miniers technologiques non

date

aléa

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

consultable sur Internet * _____

consultable sur Internet * _____

consultable sur Internet * _____

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

oui non

3. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité
en application de l'article R 563-4 du code de l'environnement.

La commune est située dans une zone de sismicité

Forte	Moyenne	Modérée	Faible	Très faible
zone 5	zone 4	zone 3	zone 2 X	Zone 1 *

* Il n'existe aucune obligation réglementaire pour le niveau 1 de sismicité

Le document de référence mentionné à l'article R125-24 du Code de l'environnement est :

Article D 563-8-1 sur la répartition des communes entre les cinq zones de sismicité

consultable sur Internet *

pièces jointes

4. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus
en application de l'article R125-26 du Code de l'environnement

La commune ne dispose pas de cartographie relative aux risques naturels et technologiques majeurs

5. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique
à la date de l'édition de la présente fiche communale

! La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique : Ma commune face aux risques

catastrophes naturelles

nombre

catastrophes technologiques

nombre

Le préfet du Nord

site* www.nord.gouv.fr

Christophe GALLIAERDE

Géomètre-Expert DPLG
S.A.R.L. Christophe GALLIAERDE



14, route d'Hazebrouck
59660 MERVILLE
Tél. : 03 28 40 59 98

E-mail : christophe.galliaerde@geometre-expert.fr

Merville, le 5 novembre 2015

COPIE

**Me WAESELYNCK – Huissier de
Justice**

**13/15 Boulevard Abbé Lemire
59190 HAZEBROUCK**

Nos Réf. : C.G. D150020-1416

Vos Réf. :

Objet : Diagnostic(s) Amiante, Certificat de Mesurage, relevés parcellaires.

STEENVOORDE / GODEWAERSVELDE - Rue du Bois des Religieuses – propriété
de la [REDACTED]

Maître,

Suite à votre demande, pour laquelle je vous remercie, je vous prie de bien vouloir
trouver ci-joint :

- Le diagnostic Amiante et Certificat de Mesurage,
- Les Etats des risques naturels, miniers et technologiques,
- Les plans de situation et parcellaire,
- Ma note d'honoraires que je vous remercie de bien vouloir transmettre à votre client
pour règlement,

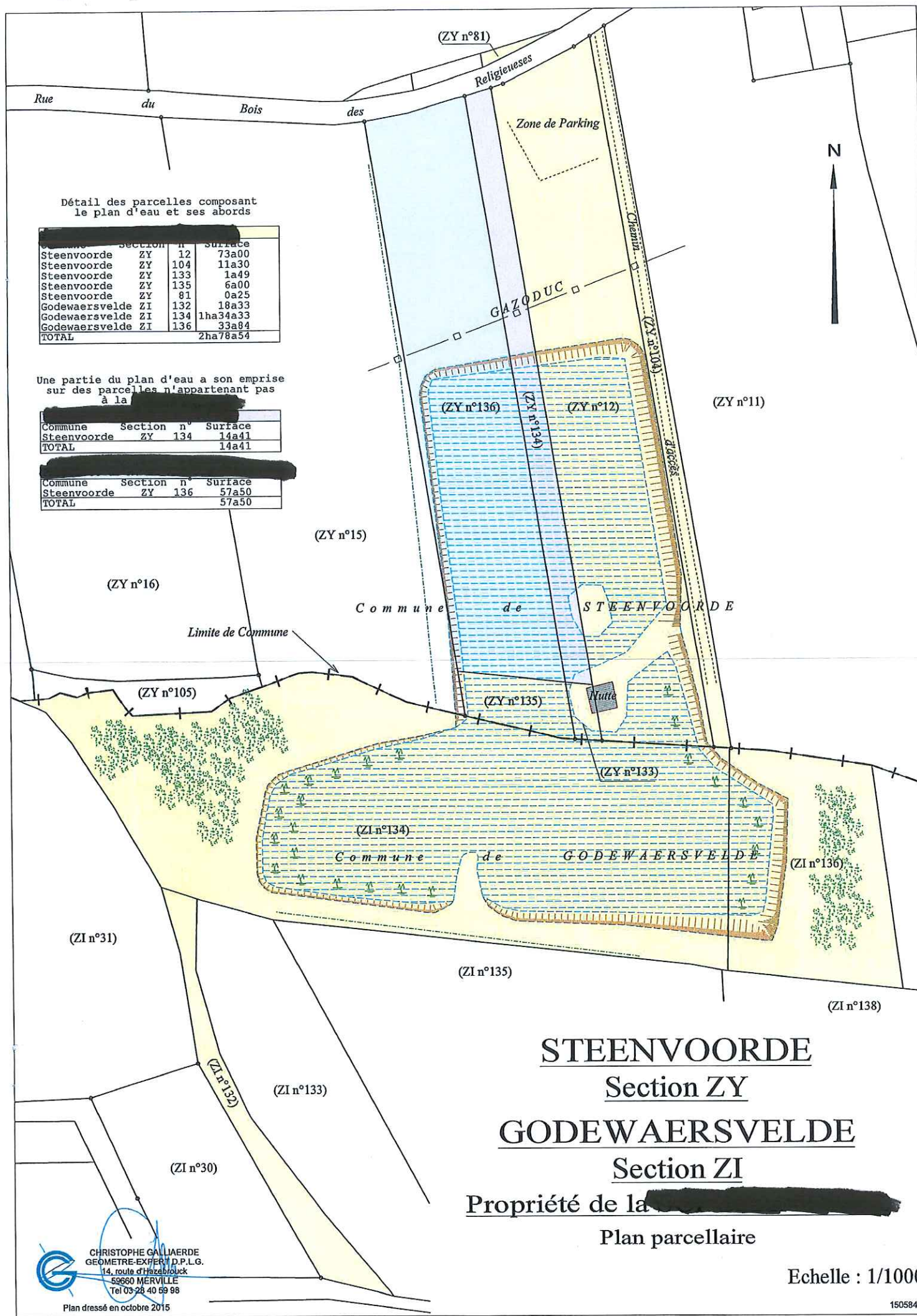
relatifs à l'immeuble ci-dessus repris en objet.

J'attire ici votre attention sur le fait que le plan d'eau bordant la hutte est en partie situé
sur une propriété n'appartenant pas à la [REDACTED] Il s'agit en l'occurrence des
parcelles cadastrées ZY 134 et ZY 136 sur la commune de STEENVOORDE,
appartenant respectivement à [REDACTED]
demeurant [REDACTED] La régularité de
cette situation n'a pas été vérifiée.

Vous remerciant de votre confiance, je vous prie de croire, Maître, à l'assurance de mes
salutations distinguées.

C. GALLIAERDE





Détail des parcelles composant le plan d'eau et ses abords

Commune	Section n°	Surface
Steenvoorde	ZY 12	73a00
Steenvoorde	ZY 104	11a30
Steenvoorde	ZY 133	1a49
Steenvoorde	ZY 135	6a00
Steenvoorde	ZY 81	0a25
Godewaersvelde	ZI 132	18a33
Godewaersvelde	ZI 134	1ha34a33
Godewaersvelde	ZI 136	33a84
TOTAL		2ha78a54

Une partie du plan d'eau a son emprise sur des parcelles n'appartenant pas à la

Commune	Section n°	Surface
Steenvoorde	ZY 134	14a41
TOTAL		14a41

Commune	Section n°	Surface
Steenvoorde	ZY 136	57a50
TOTAL		57a50

STEENVOORDE
Section ZY
GODEWAERSVELDE
Section ZI
Propriété de la
Plan parcellaire

Echelle : 1/1000

